

Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'État-nation en France et en Italie, 1789-1860 de Christiane Veauvy, Laura Pisano, Préface de Michelle Perrot, Paris, Armand Colin, 1997, 340 p.

Marie-Blanche Tahon

Volume 18, numéro 1, 1999

Symposium : L'américanité du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040159ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040159ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tahon, M.-B. (1999). Compte rendu de [*Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'État-nation en France et en Italie, 1789-1860* de Christiane Veauvy, Laura Pisano, Préface de Michelle Perrot, Paris, Armand Colin, 1997, 340 p.] *Politique et Sociétés*, 18(1), 179–182. <https://doi.org/10.7202/040159ar>

Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'État-nation en France et en Italie, 1789-1860

de Christiane Veauvy, Laura Pisano, Préface de Michelle Perrot, Paris, Armand Collin, 1997, 340 p.

Cet ouvrage est une édition intégrale, complétée d'une très précieuse bibliographie, d'un livre paru en Italie en 1994. Je le signale car, tant les auteures que leur préfacière, Michelle Perrot, et moi-même regrettons que la langue française ne dispose pas d'un mot pour rendre le terme italien *inascoltate*. En italien, le titre du livre est *Parole inascoltate*. *Inascoltate* devrait être traduit au plus près par non entendue, in-entendue et encore par in-ouïe. Et c'est bien de cela qu'il s'agit : la mémoire, et singulièrement la mémoire politique, a oublié des paroles de femmes qu'elle ne voulait ou ne pouvait entendre. Elle les a oubliées parce qu'elles étaient inouïes. Elles étaient inouïes – et le restent –, tout comme la mémoire politique continue à ne vouloir ou à ne pouvoir les entendre –, non seulement pour leur modernité – et chacun-e sait que la modernité n'a pas exactement le même *tempo* pour

les femmes et pour les hommes, mais encore parce qu'elles mettent en évidence que les femmes parlent, écrivent, même quand tout est mis en place pour les faire taire. La construction mise au point pour les faire taire – d'une adaptabilité qui défie les conjonctures – est certes couronnée de succès : leurs paroles ne sont pas entendues. Mais elles parlent. Elles sont des humaines. Envers et contre toutes les constructions politiques, masculines, qui jettent la suspicion sur cette appartenance des femmes à l'humanité. Ce serait tellement plus commode de la réfléchir asexuée et donc masculine. Imperturbablement – depuis 1789 ici, dans ce livre –, mais depuis bien avant encore – et jusqu'à aujourd'hui – que l'on songe au sacrilège quant à l'universalité de bon ton que constitue la revendication de la parité politique –, les femmes s'obstinent à déjouer l'entre-soi politique masculin qui tourne trop souvent à la barbarie, comme les « folles de la Plaza de Mayo » à Buenos Aires le rappellent depuis 20 ans, et comme, aujourd'hui, des mères, des soeurs, des épouses algériennes sont contraintes d'accuser la dictature qui les gouverne d'avoir fait disparaître leurs fils, frères et époux. D'abord dans l'indifférence générale – « paroles oubliées », « paroles inentendues », « paroles inouïes » –, ce n'est qu'après qu'elles sont enregistrées : les Argentines sont aujourd'hui passées à l'Histoire – sous la qualification de « folles » – tandis que la dictature militaire s'est estompée, mais les Algériennes n'ont pas encore droit à être entendues, puisque la dictature qui tue les hommes qu'elles aiment est soutenue par les États occidentaux et leur puissance séculière (F.M.I., Banque mondiale) qui se cramponnent à faire de l'islamisme diabolisé l'épouvantail qui remplace le communisme disparu dans les gravats du mur de Berlin. Ce livre est donc d'une brûlante actualité.

Il a le mérite de donner accès à des textes uniquement disponibles, après moult recherches, dans les archives. Ce n'est pas rien. Même pour la France que nous connaissons pourtant de mieux en mieux grâce à l'opiniâtreté des chercheuses. Il nous donne accès à des textes inconnus – et inouïs (dans les deux sens du terme) – de femmes italiennes. Ce qui, pour les chercheuses québécoises notamment, constitue une source de réflexion inestimable. En effet, inutile d'insister sur la catholicité italienne. Les textes présentés illustrent comment des femmes la déjouent et en jouent. Ils devraient nous inciter à poursuivre la relativisation de l'impact de la « grande noirceur ». D'autant qu'ils proviennent d'une époque où la nation italienne n'était pas unifiée. La réflexion sur la souveraineté et la place des femmes dans cette revendication ne peut donc qu'en être enrichie.

Si la seconde partie du livre qui en représente les deux tiers est l'occasion de donner accès en 4 chapitres – 1. La Révolution française (1789-1795) ; 2. Le *triennio rivoluzionario* italien (1796-1799) ; 3. En France, de 1830 à 1848 ; 4. En Italie, de la Restauration au *Risorgimento* – à des documents autrement inaccessibles (les textes italiens sont traduits, avec beaucoup de finesse, me semble-t-il, par Monique Aymard), la première partie intitulée « Les femmes et la construction de l'État-nation » présente un texte de Christiane Veauvy : « L'expression publique des femmes aux origines de l'État-nation en France (1760-1848) » et un texte de Laura Pisano

(traduit par Veauvy) : « Le journalisme politique des femmes en Italie, des républiques jacobines au Risorgimento (1796-1860) », qui dépassent largement une mise en contexte des documents présentés ensuite. Pisano met en lumière l'acharnement de femmes – forcément cultivées – à prendre part, par le biais du journalisme, au débat d'idées en Italie. Ce texte, sans qu'il s'agisse d'un objectif délibéré, nous donne la nostalgie de ce qu'était le journalisme par rapport à ce que sont devenues les entreprises de presse – et même un journal qui se veut indépendant y participe : il doit être rentable ! Que peut signifier la « rentabilité » financière quand il s'agit de débattre de positions politiques ? La nostalgie pourrait être ainsi formulable : ces femmes des XVIII^e et XIX^e siècles exprimaient une parole inouïe, inentendue, mais cette parole trouvait cependant un lieu de diffusion, et d'abord d'expression, dans des journaux (pas nécessairement « féminins ») dont la raison d'être était la concrétisation de l'espace public. Où en sommes-nous aujourd'hui, alors que toute opinion est reçue, à l'égard du souci de « faire comprendre » ? Certes, la rectitude politique impose des e – muets – à tout substantif, mais débattons-nous ? Débattons-nous du *tort* qui empreint le fait d'être femme-s ? La parole des femmes du XIX^e siècle (italien) est aussi inouïe parce qu'elle fait affleurer, aujourd'hui, cette question-là. À l'encontre de tout évolutionnisme progressiste.

C'est précisément contre cette occurrence évolutionniste que l'article de Veauvy retient l'attention. Mais il la dépasse. En privilégiant la réflexion sur « les femmes et la construction de l'État-nation », il vise à déconstruire les liens que l'État-nation – identifié comme « maître-producteur de représentations » (p. 41) – a entretenus avec le symbolique. Autrement dit (c'est-à-dire ainsi que je le perçois), comment l'État-nation (des XIX^e et XX^e siècles – jusqu'à son troisième quart), soit l'État de droit, s'y est-il pris pour faire l'impasse, dans son édification, sur l'existence des « femmes réelles » ? Il se pourrait que l'appareil d'État soit « l'une des sources du maintien de l'ambiguïté entre invisibilité et extériorité des femmes dans le (au) champ politique » (p. 9). Et de rappeler que notre mémoire politique est « pour une part, une mémoire d'État, étroitement liée aux commémorations » (p. 10). La cité n'est-elle pas une « cité interdite » pour les femmes ? Y a-t-il un universel autre que masculin ? L'examen de ces questions suppose la prise en compte de l'ordre symbolique comme instance traversant l'ensemble du corps social-politique. Ordre « insaisissable autrement que par fragments. Son approche passe donc par l'attention soutenue au fugitif, à l'inattendu surtout. » (p. 11) Celle-ci est déployée avec beaucoup de minutie dans la contextualisation des textes, ce qui renouvelle plusieurs idées reçues, par exemple sur la prise de distance des femmes à l'égard de la politique lors du moment révolutionnaire, sur le lien au religieux des saint-simoniennes – plus précisément leur approche du « privé » et du « public » –, ou encore sur la distinction à faire (ou non) entre presse « féminine » et presse « féministe ».

Cet ouvrage, extrêmement stimulant dans la présentation des chercheurs qui nous offrent un riche corpus, est préfacé par Michelle Perrot qui

participe à leur effort de remise en cause de la perspective évolutionniste d'une Histoire des femmes : « les modalités de changement [...] s'apparentent davantage à des fluctuations, des décompositions/recompositions des rapports de sexes qu'à des mutations fondamentales » (p. VI). Il est complété par une bibliographie à jour qui constitue, en elle-même, un outil de recherche à consulter.

Marie-Blanche Tahon
Université d'Ottawa